

Crise et déradicalisation : les rebelles syriens d'Ahrar al-Sham

Thomas Pierret

DANS **CONFLUENCES MÉDITERRANÉE** 2015/3 N° 94 , PAGES 43 À 49

ÉDITIONS **ASSOCIATION SOUTIEN À LA REVUE CONFLUENCES MÉDITERRANÉE**

ISSN 1148-2664

DOI 10.3917/come.094.0043

Date de mise en ligne : 07/10/2015

Article disponible en ligne à l'adresse

<https://shs.cairn.info/revue-confluences-mediterranee-2015-3-page-43?lang=fr>



Découvrir le sommaire de ce numéro, suivre la revue par email, s'abonner...
Scannez ce QR Code pour accéder à la page de ce numéro sur Cairn.info.



Distribution électronique Cairn.info pour Association soutien à la revue Confluences Méditerranée.

Vous avez l'autorisation de reproduire cet article dans les limites des conditions d'utilisation de Cairn.info ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Détails et conditions sur cairn.info/copyright.

Sauf dispositions légales contraires, les usages numériques à des fins pédagogiques des présentes ressources sont soumises à l'autorisation de l'Éditeur ou, le cas échéant, de l'organisme de gestion collective habilité à cet effet. Il en est ainsi notamment en France avec le CFC qui est l'organisme agréé en la matière.

Thomas Pierret

Maître de conférence en Islam contemporain, Département d'études islamiques et du Moyen-Orient, Université d'Edimbourg.

Crise et déradicalisation : les rebelles syriens d'Ahrar al-Sham

Principale faction rebelle syrienne, Ahrar al-Sham est fondé début 2012 par des militants jihadistes libérés l'année précédente de la prison de Seydnaya. D'emblée, le mouvement engage une dynamique de déradicalisation qui le différencie d'al-Qaeda et de l'État Islamique d'Irak dans sa relation au reste de l'opposition, aux États régionaux, et aux objectifs du soulèvement de 2011. Cette déradicalisation ne s'est pas opérée en dépit de la guerre civile mais, à l'inverse, à cause de cette dernière. Confrontés au phénomène inédit d'une large mobilisation populaire armée, les fondateurs d'Ahrar al-Sham opèrent une révision critique de l'avant-gardisme jihadiste et se rallient à une lutte définie comme une révolution syrienne plutôt que comme une simple étape du jihad global. Combinée à un partenariat étroit avec la Turquie et le Qatar, cette mise à distance de l'internationale jihadiste, confortera la dynamique de déradicalisation du mouvement.

En juillet 2015, les quotidiens américain *Washington Post* et britannique *Telegraph* ouvrent leurs pages à un contributeur pour le moins inhabituel. Labib al-Nahhas, alias Abu 'Izz al-Din, est le directeur des relations extérieures du Mouvement Islamique des Hommes Libres du Sham (*harakat ahrar al-sham al-islamiyya*, ci-après Ahrar al-Sham),

qui avec une vingtaine de milliers de combattants à travers la Syrie, est la plus grande des factions insurgées combattant à la fois le régime d'Assad et l'organisation de l'État Islamique (EI)¹. Cette campagne de relations publiques vise à atténuer la méfiance que suscite, parmi les gouvernements occidentaux, une organisation dont le leadership est en grande partie constitué de militants jihadistes détenus avant 2011 à la prison de Seydnaya près de Damas, et liés pour certains à al-Qaeda. Toutefois, les tribunes d'al-Nahhas ne sont pas le signe d'un changement de cap opportuniste mais représentent plutôt l'aboutissement d'un processus de déradicalisation entamé dès la création d'Ahrar al-Sham début 2012.

La déradicalisation des mouvements islamistes a été étudiée jusqu'ici dans des contextes de paix marqués soit par une ouverture du jeu électoral, soit par la victoire militaire des régimes en place sur les partisans de la lutte armée. La guerre, à l'inverse, est généralement perçue comme le contexte le moins propice qui soit à la déradicalisation. Omar Ashour, auteur d'une étude pionnière sur l'abandon de la lutte armée par les islamistes égyptiens et libyens à partir de la fin des années 1990, écrit ainsi, à propos de la guerre civile qui mettra un terme au long règne du dictateur libyen Mu'ammār Qaddafi, qu'« entre février et août 2011, l'environnement politique ne laissait guère de place à la déradicalisation »².

Si l'on définit la déradicalisation comme la simple renonciation à la lutte armée, on peut difficilement contester les propos d'Ashour. Toutefois, le même auteur propose une définition plus large de la déradicalisation, laquelle consiste aussi, pour un groupe radical, à évoluer vers l'acceptation de changements sociaux, politiques et économiques graduels dans un contexte pluraliste. Or, j'entends montrer ici qu'une telle évolution s'est opérée au sein d'Ahrar al-Sham en parallèle à son engagement dans la lutte armée contre le régime d'Assad. Plus spécifiquement, je fais l'hypothèse que la déradicalisation d'Ahrar al-Sham ne s'est pas produite en dépit de la guerre civile, mais plutôt à cause de cette dernière.

La déradicalisation dont il est question ici désigne un processus plutôt que son aboutissement. En d'autres termes, affirmer qu'Ahrar al-Sham s'est engagé dans une telle dynamique ne revient pas à prétendre que le groupe serait devenu « modéré ». En sus d'une rhétorique ouvertement anti-alaouite et anti-chiite, on relèvera par exemple le fait que, quelques semaines après les tribunes très policées de Labib al-Nahhas dans la presse occidentale, son mouvement adresse publiquement ses condoléances aux Talibans suite à l'annonce du décès du Mollah Omar. En outre, Ahrar al-Sham se distingue ouvertement du « courant réformiste », c'est-à-dire les Frères Musulmans, se réclamant plutôt d'une orientation « concordiste » (*tanfīqiyya*) située à mi-

chemin entre ledit réformisme et le jihadisme. En opérant cette distinction, le groupe ne joue pas d'un simple effet de contraste avec l'ultra-radicalisme de l'EI, à côté duquel même le Front al-Nusra, branche syrienne d'al-Qaeda, ferait aujourd'hui presque figure d'acteur raisonnable. La déradicalisation dont il est question ici est plutôt mesurée à l'aune de principes fondamentaux de la vision politique jihadiste avec lesquels Ahrar al-Sham a pris ses distances.

Les signes d'une déradicalisation

Depuis les années 1960, l'islamisme radical a été structuré par une vision avant-gardiste de l'action politique : ce n'est pas au peuple, mais à une élite de militants dévoués à la cause, qu'il revient de prendre le pouvoir et de l'exercer pour instaurer un ordre idéal. D'abord propagé par des auteurs comme le pakistanais Abu al-A'la al-Mawdudi et l'égyptien Sayyid Qutb, cet avant-gardisme se nourrit aussi de l'exemple proposé par le militantisme d'extrême-gauche. Il s'accorde en outre parfaitement avec un contexte où des régimes de parti unique prétendent mobiliser les masses pour mieux les neutraliser politiquement. Après les années 1980, l'avant-gardisme jihadiste finira de se cristalliser parmi la petite communauté de vétérans étrangers du conflit afghan.

L'avant-gardisme jihadiste se traduit par une conception exclusive du politique qui, dans le contexte syrien de l'après 2011, induit un malaise voire un rejet vis-à-vis de l'idée même de « révolution » : en effet, contrairement au jihad, cette dernière est par définition le fait du « peuple ». Le même exclusivisme implique une relation problématique avec les autres factions rebelles, avec lesquelles on peut éventuellement coopérer sur le plan tactique, mais pas œuvrer à l'établissement du nouvel ordre politique. La localisation de l'agentivité politique dans une élite transnationale, plutôt que dans des luttes populaires, va aussi de pair avec le rejet du cadre politique national dans lequel leurs revendications démocratiques inscrivent les soulèvements de 2011.

Ahrar al-Sham s'est très tôt démarqué des positions énoncées ci-dessus, comme l'illustre sa participation, en juin 2012, au Front des Révolutionnaires de Syrie, une éphémère coalition dont le politburo comprend des membres du Conseil National Syrien. Si le mouvement marque donc d'emblée son pragmatisme en matière d'alliance politique (plutôt que strictement militaire) ainsi que le cadre syrien (plutôt que global) de son action, il faudra toutefois attendre 2014 pour le voir articuler clairement un discours politique assi-

gnant au peuple un rôle central. Cette évolution a vraisemblablement été retardée par la surenchère idéologique que provoque, en 2013, la montée en puissance de l'EI, avant que l'hostilité de cette dernière organisation envers les factions rebelles provoque une réaction anti-jihadiste plus propice aux révisions idéologiques.

C'est donc au printemps 2014 que, justifiant son soutien à la *Charte d'Honneur*, un document dans lequel des factions rebelles prennent leur distance vis-à-vis de l'islamisme radical, le leader d'Ahrar al-Sham Hassan 'Abbud oppose le « jihad des masses » (jihad al-'umum) dont il se revendique au « jihad des élites » (*jihad al-nukhab*) de ses détracteurs radicaux³. Cette distinction prend place dans un débat, désormais presque incessant sur Twitter, entre leaders d'Ahrar al-Sham et partisans du purisme jihadiste généralement proches d'al-Qaeda. En septembre 2014, un chef religieux du mouvement connu sous le nom d'Abu Yazan al-Shami rejette les accusations de trahisons de l'idéologue jihadiste palestino-jordanien Abu Muhammad al-Maqdisi contre les factions non jihadistes, craignant que le Front al-Nusra, aligné sur Maqdisi, ne se transforme en « mouvement coupé de la société ». « C'est notre pays et notre révolution » poursuit al-Shami, anticipant avec ironie qu'Abdallah al-Muhay-sini, un influent supporter saoudien d'al-Nusra établi en Syrie, lui répondra qu'il s'agit-là d'une acceptation de l'accord Sykes-Picot⁴. Tué quelque jours plus tard dans l'attentat qui emporte une quarantaine de cadres d'Ahrar al-Sham, dont le leader Hassan 'Abbud, al-Shami deviendra littéralement l'icône des colombes de son mouvement sur les réseaux sociaux. Si la décapitation d'Ahrar al-Sham fait initialement craindre à certains observateurs un affaiblissement de son aile modérée, celle-ci continuera néanmoins de donner le ton, comme en témoigne le lancement du slogan « Révolution d'un Peuple » (*thawra sha'b*) pour célébrer l'absorption par Ahrar al-Sham du groupe rebelle Suqur al-Sham. Quelques jours plus tard, Ahrar al-Sham et ses alliés de la coalition Jaysh al-Fath (« Armée de la Conquête ») prennent la ville d'Idlib. Alors que les jihadistes d'al-Nusra se prononcent initialement pour une administration militaire, Ahrar al-Sham parvient à imposer le principe d'une administration civile⁵.

Que la posture politique d'Ahrar al-Sham soit formulée dans un contexte de controverse avec les représentants du jihadisme pur et dur montre qu'il ne s'agit pas là d'un simple discours apologétique destiné aux audiences occidentales. Il faut donc prendre au sérieux ce choix politique, sans pour autant ignorer la persistance de contradictions significatives dans les positions du mouvement. La manifestation la plus claire de ces contradictions est l'impossibilité de se prononcer clairement sur la légitimité des procédures électorales. Interrogé sur le type d'État qu'il souhaite instaurer, l'actuel leader

d'Ahrar al-Sham Hashim al-Cheikh se limite à dire qu'il doit être « régi par l'islam » (*yukham bil-islam*) et que son gouvernement doit « émaner du peuple » (*tambathiq min al-sha'b*)⁶. Plus spécifique sans être réellement plus clair, le directeur des relations publiques Anas Najib affirme pour sa part que le mouvement « ne souscrit pas à la politique parlementaire mais n'excommunie pas ceux qui la pratiquent pour promouvoir la religion »⁷. Najib suggère qu'il faut « dépasser » le clivage entre réformistes et jihadistes sur la question de la politique parlementaire, sans expliquer concrètement en quoi consiste ce dépassement.

Les soubassements d'un processus

Ayant exploré la nature et les limites du processus de déradicalisation d'Ahrar al-Sham, il nous reste à en étudier les causes. Une explication simple, mais aussi simpliste, serait de n'y voir que le résultat de l'influence des parrains régionaux du groupe, c'est-à-dire le Qatar et la Turquie. Le mouvement aurait été créé lors d'une réunion tenue à Istanbul et sa proximité originelle avec la Turquie semble être implicitement dénoncée dans le tout premier communiqué publié par al-Nusra en janvier 2012⁸. Par son soutien, le Qatar s'est quant à lui montré capable d'infléchir le comportement d'Ahrar al-Sham à plusieurs reprises : en 2012, en poussant le groupe à se dissocier des attaques d'al-Nusra contre la Coalition Nationale Syrienne ; l'année suivante, en obtenant sa participation à des réunions publiques organisées par le chef de l'Armée Syrienne Libre (à laquelle Ahrar al-Sham n'a jamais formellement adhéré) Salim Idriss ; l'année suivante encore, en l'encourageant à signer la *Charte d'Honneur* évoquée plus haut. Il est indéniable que la possibilité d'obtenir et de conserver un soutien substantiel des États précités a constitué un puissant incitant à la déradicalisation d'Ahrar al-Sham. Toutefois, s'il est sans doute nécessaire, ce facteur n'est pas suffisant : ainsi, en dépit d'efforts répétés et probablement assortis de récompenses financières, le Qatar a échoué à convaincre le Front al-Nusra de rompre ses liens avec al-Qaeda.

La comparaison des trajectoires respectives d'Ahrar al-Sham et d'al-Nusra suggère que la dépendance au chemin emprunté (*path dependency*) joue ici un rôle important. Prenant d'emblée la décision de se définir comme un projet syrien, Ahrar al-Sham s'est marginalisé par rapport à la mouvance jihadiste globale, abandonnant à al-Nusra l'essentiel des volontaires étrangers puis le statut d'objet de la rivalité entre l'État Islamique d'Irak et al-Qaeda. Or, c'est précisément la persistance de liens forts avec le jihadisme global qui a conduit à l'avortement du processus de déradicalisation entamé par al-Nusra à partir

de la fin 2012, ce qui rappelle, si besoin en est, le caractère réversible d'un processus de déradicalisation. Ayant syrianisé ses rangs et desserré la tutelle exercée sur lui par l'État Islamique d'Irak, al-Nusra se rapproche alors des factions rebelles non jihadistes, allant jusqu'à gérer conjointement avec elles des « Instances Chariatiques » dans le nord du pays. Toutefois, le conflit avec l'EI pousse ensuite al-Jolani à chercher légitimité et soutien financier auprès d'al-Qaeda. Cette dernière va en retour dépêcher en Syrie des cadres de haut-niveau chargés de remettre al-Nusra sur le droit chemin de l'internationalisme jihadiste et de l'exclusivisme, un tournant marqué notamment par la sortie d'al-Nusra des Instances Chariatiques durant l'été 2014.

Le choix initial opéré par Ahrar al-Sham de se distancier de la mouvance jihadiste globale doit lui-même être interprété dans un contexte historique spécifique, et c'est en ce sens qu'il faut voir la déradicalisation du mouvement comme une conséquence de la guerre civile. On l'a dit, du point de vue de l'avant-gardisme jihadiste, c'est l'élite militante, non les masses, qui constitue le moteur du changement politique. Or, le soulèvement syrien de 2011 et sa transformation en conflit armé confrontent les jihadistes à un contexte pour eux entièrement neuf, à savoir une mobilisation populaire qui ne les a pas attendus pour prendre les armes et infliger de sérieux revers au régime. Cette fascination pour le peuple en armes défendant sa terre et son honneur est très nettement exprimée dans les écrits que publie à l'époque Abu Basir al-Tartusi, un idéologue jihadiste syrien connu par ailleurs pour son soutien à la ligne politique d'Ahrar al-Sham.

Il reste, pour conclure, à expliquer pourquoi la mobilisation populaire de 2011 a conduit les cadres d'Ahrar al-Sham à opérer une révision idéologique, tandis que d'autres militants jihadistes campaient sur leurs positions en attendant l'essoufflement des aspirations démocratiques du printemps arabe. Intervient ici sans doute un facteur idiosyncratique, comme le suggère un document évidemment très partisan, mais apparemment bien informé, dans lequel l'EI accuse les fondateurs d'Ahrar al-Sham d'avoir embrassé des idées « murjites »⁹, c'est-à-dire gradualistes, alors même qu'ils étaient encore détenus à la prison de Seydnaya¹⁰. En d'autres termes, et c'est tout à fait plausible, Ahrar al-Sham serait donc issu de ce qui était déjà, avant mars 2011, l'aile modérée de la mouvance jihadiste syrienne. En d'autres circonstances, les membres de ce courant auraient peut-être, s'il leur avait jamais été donné l'occasion de sortir de prison, repris une existence anonyme sous un régime de résidence surveillée. La guerre entamée en 2011 en a voulu autrement, leur donnant l'occasion de fonder l'une des principales forces politico-militaires de la Syrie présente et, sans doute, future. ■

Notes

1. « The deadly consequences of mislabeling Syria's revolutionaries », *Washington Post*, 10 juillet 2015 ; « I'm a Syrian and I fight Isil every day », *Telegraph*, 21 juillet 2015.
2. Omar Ashour, « Deradicalization revisited », *Monkey Cage*, 18 février 2015, <http://www.washingtonpost.com/blogs/monkey-cage/wp/2015/02/18/deradicalization-revisited/>.
3. Tweet cité dans *al-Safir*, 19 mai 2014.
4. Sam Heller, « Ahra al-Sham's Abu Yazan : 'It's our country and our revolution' », *Abu al-Jamajem* (blog), 5 septembre 2014, <https://abujamajem.wordpress.com/2014/09/05/ahrar-al-shams-abu-yazan-its-our-country-and-our-revolution/>.
5. « Ahrar al-Sham : Civilians will run Idlib city », *Syria Direct*, 13 avril 2015, <http://syriadirect.org/news/ahrar-a-sham-civilians-will-run-idlib-city/>.
6. Entretien sur Al Jazeera, 16 avril 2015.
7. Page Facebook de Rushd (centre d'études et de formation proche d'Ahrar al-Sham), 28 février 2015, <https://www.facebook.com/Rashad.center/posts/782273521864514>.
8. <https://www.youtube.com/watch?v=Q3ERodHVVgo>.
9. En référence à une école théologique, aujourd'hui disparue, qui rejette toute accusation d'infidélité contre un musulman au nom de l'ajournement (irja') du jugement divin.
10. *Zaman al-Wasl*, 17 janvier 2014, <https://www.zamanalwsl.net/news/45594.html>.